
HUMBERTO CARRASCO : On pourrait peut-être faire l'appel si le personnel est d'accord. Merci. Terri ? Pourrait-on commencer, s'il vous plait ?

TERRI AGNEW : Nous allons commencer. Bonjour. Bonjour à tous. Bienvenue à cet appel-téléconférence mensuel de LACRALO en ce 17 octobre 2016, à 23 heures UTC. Nous avons Carlos Gutierrez, Humberto Carrasco, Vanda Scartezini Cristian Casas, Maritza Aguero, Sylvia, Leon Sanchez, Blaise, Aida Noblia, et Nikenley Severe.

Nous avons des excuses d'Alan Greenberg, de Valeria Betancourt, et d'une autre personne.

Du personnel, nous avons donc plusieurs personnes qui sont présentes.

J'aimerais rappeler à toutes les personnes de donner leur nom lorsque vous prenez la parole, non seulement pour la transcription, mais également pour les interprètes.

Nous avons Claudia et David avec nous, qui sont les interprètes espagnols, et nos interprètes françaises sont Camila et Isabelle. Nous avons Esperanza qui s'occupera de la langue portugaise.

Merci beaucoup à tous d'être présents avec nous, et je repasse la parole à Humberto.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup. Alors j'aimerais demander à Maritza d'adopter notre ordre du jour. J'aimerais également mentionner qu'il y a le doyen d'une école qui m'a demandé de le rencontrer, donc je dois en fait m'absenter assez rapidement. Si vous me le permettez, j'aimerais vous lire un rapport avant la présentation. Je vais essayer d'être aussi bref que possible.

MARITZA AGUERO : Le son d'Humberto est très mauvais, donc nous nous excusons par avance. J'espère que ça va s'améliorer.

La première chose dont nous allons parler aujourd'hui, c'est donc de la présentation relative aux fonctions de l'IANA après la fin du contrat entre le gouvernement des États-Unis et l'ICANN.

Leon Sanchez, coprésident du CCWG, va nous faire cette présentation. Ensuite, nous allons entendre une présentation sur le marché, une étude de marché en Amérique latine et dans les Caraïbes sur le DNS. Nous aurons la vice-présidente donc, Emily Taylor, qui s'occupe du Cyber Policy Journal. Ensuite, nous aurons une présentation par Valeria Betancourt sur les droits de l'homme, qui, en fait, va être annulée parce qu'elle n'a pas pu participer. Ensuite, Humberto Carrasco nous parlera du rapport LACRALO avec une petite mise à jour sur la région. Et enfin, nous parlerons de la partie « Divers ».

HUMBERTO CARRASCO : Merci, Maritza.

Nous venons donc de vous dire qu'il y a un des intervenants qui n'a pas venir pour des raisons de santé, alors je dois vous dire, avant de commencer, que je dois participer à un dîner assez rapidement. Donc voilà pourquoi nous allons un petit peu changer l'ordre des choses dans lequel nous allons travailler.

Ça va ? Est-ce qu'on est d'accord là-dessus ?

MARITZA AGUERO : Oui. Tout à fait. Je suis d'accord, Humberto.

HUMBERTO CARRASCO : Alors, il a plusieurs petites choses que j'aimerais mentionner. Tout d'abord, Alejandro Pisanty a posé une question sur — une question qui est en attente. Alors j'aimerais d'abord mentionner une chose. J'ai fini de rédiger le nouveau questionnaire. Et donc, j'ai également le rapport ALAC.

[Désolée. Nous avons un problème de son avec Humberto. Nous allons attendre un instant que nous puissions le rappeler].

MARITZA AGUERO : Humberto, nous te rappelons parce qu'il y a un problème. Donc—

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que vous m'entendez ?

MARITZA AGUERO : Oui. Nous vous entendons.

HUMBERTO CARRASCO : Donc je vais parler d'une des questions qui étaient prévues pour la fin de notre réunion, mais en bonne foi donc je disais que je dois me rendre à un diner dans 40 minutes. Donc je vais m'en occuper maintenant.

Alejandro m'a donc demandé de parler de la question du questionnaire. Donc c'est un nouveau questionnaire qui doit être lancé demain. Nous avons donc incorporé les questions qui doivent être comprises pour l'ALAC dans un rapport —

[Encore une fois, désolée, le son d'Humberto est vraiment mauvais. On n'entend pas ce qu'il dit].

Alors, deuxième point, il y a des progrès qui ont été effectués sur — alors, est-ce que vous m'entendez ? J'ai l'impression que vous ne m'entendez pas bien.

MARITZA AGUERO : Moi je vous entends très bien.

SYLVIA HERLEIN LEITE : Humberto, est-ce que vous pourriez parler plus fort ? Ce serait quand même mieux.

HUMBERTO CARRASCO : [Donc l'interprète s'excuse. Pour l'instant, nous n'avons plus rien. Il y a évidemment un problème de son].

J'essaye d'utiliser Adobe Connect pour que ça marche mieux. Vous m'entendez ?

MARITZA AGUERO : Non. Vous êtes assez distant.

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que vous pouvez me rappeler ? Il semblerait que je n'ai pas une bonne connexion. Je ne sais pas pourquoi.

Maritza, pendant qu'on me rappelle, est-ce que vous pouvez vous occuper de la première partie de l'ordre du jour, et dès que je serai reconnecté je m'occuperai de ma partie ?

MARITZA AGUERO : Très bien. Leon, si vous êtes présent, est-ce que vous pourriez, s'il vous plait, faire votre présentation ?

LEON SANCHEZ : Alors, donc, je dois vous parler de ce qui s'est passé avec la nouvelle structure de l'ICANN. Et donc, c'est une nouvelle étape, comme vous le savez.

Le 30 septembre, donc il y a eu un accord entre le gouvernement des États-Unis et l'ICANN, la NTIA et l'ICANN, pour donc la supervision de la transition des fonctions IANA. Donc ceci se termine au bout de 28 années qui se sont écoulées, puisque l'ICANN a été fondée pour fournir des fonctions critiques sur Internet.

Selon le gouvernement des États-Unis, l'intention au départ était de privatiser la supervision des noms de domaine, y compris tout ce qui est lié à l'ICANN. Et donc, enfin, en 2014, il a été dit que ce processus devait se conclure. Et pour cela, l'organisation chargée de coordonner les différentes communautés devait préparer une transition en respectant certains principes dont, bien sûr, le principe de l'ouverture de l'Internet, et bien sûr, l'objectif était d'assurer la résilience, la stabilité, la sécurité de l'Internet. L'idée était également qu'il n'y ait pas de gouvernement spécifique qui ait un rôle prééminent. Il fallait également qu'il y ait un soutien de la part de la communauté de l'Internet.

Donc l'ICANN a créé un groupe qui s'appelait donc l'ICG. L'ICG était le groupe qui coordonnait au plus haut niveau cette transition. Et ce groupe donc, l'ICG, demandait également la création de différents groupes des différentes communautés, les numéros, les adresses, les protocoles, de manière à ce que chacune de ces communautés puisse proposer leur propre proposition pour la transition afin que l'ICG puisse combiner ceci et envoyer une proposition à la NTIA. Ensuite, l'idée était de passer en revue ceci de manière à ce que le gouvernement des États-Unis l'approuve.

Donc première proposition de la part des numéros et des protocoles ; les noms de domaine ont pris un petit peu plus de temps pour plusieurs raisons. Premièrement, parce qu'au fur et à mesure de la mise en place de la proposition, nous nous sommes rendu compte qu'il était nécessaire de travailler à la responsabilité de l'ICANN, parce que l'ICANN allait devoir être l'entité qui allait avoir le rôle d'exercice des fonctions de l'IANA. Donc un quatrième groupe a été créé en plus de ces différents groupes intercommunautaires. Et donc, ce groupe, qui

s'appelle le CCWG, dont je suis coprésident, a fourni une proposition de renforcement de la responsabilité au sein de l'ICANN. Une fois que la proposition des trois communautés a été mise en place, il y a eu également une proposition sur le renforcement de la responsabilité et de la redevabilité de l'ICANN. Et l'ICG a consolidé ceci de manière à proposer une proposition commune à la NTIA pour approbation.

Vous avez sans doute entendu dire qu'il y a eu des protestations, des plaintes, de la part de différents législateurs aux États-Unis, qui pensaient que la proposition ne devait pas avoir lieu pour des raisons budgétaires. Il était même dit qu'il y aurait pu y avoir un veto de la part de certains aux États-Unis, mais, finalement, cela n'a pas eu lieu. L'expiration de l'accord, en fait, a été mise en danger par certaines actions en justice, mais le juge qui a entendu l'affaire a décidé de prononcer un non-lieu.

Donc, la transition a eu lieu. Et c'est en fait pour résumer ce qu'il est important de retenir. Donc nous avons une nouvelle organisation, avec de nouveaux statuts qui ont été donc réformés, amendés, et qui maintenant incluent différents points qui n'existaient pas avant.

Il y a également d'autres documents tels que l'affirmation d'engagement, qui est en fait un document qui a été signé par le gouvernement des États-Unis et par l'ICANN. C'est un engagement mutuel sur différentes questions telles que les révisions périodiques des différentes structures de l'ICANN. Ces engagements ont été incorporés aux statuts de l'ICANN avec, donc, les amendements. Une nouvelle entité a été créée, composée des organisations de soutien et des comités consultatifs. Leur rôle est en fait d'exercer un certain contrôle,

une certaine supervision, sur le Conseil d'administration de l'ICANN au cas où le Conseil agirait à l'encontre de la communauté, des intérêts de la communauté.

Et enfin, il y a eu certains pouvoirs qui ont été accordés, puisque cette communauté devient habilitée, dotée de certains pouvoirs. Et ces différents pouvoirs sont donc les suivants. Premièrement, de révoquer certains membres du Conseil d'administration. Il y a eu également changement des statuts. N'oublions pas qu'il y a également les statuts fondamentaux. Donc les statuts fondamentaux, cela veut dire qu'il faut un certain pourcentage pour les modifier, un pourcentage qui est plus élevé que pour un amendement classique.

Avec les nouveaux rôles des statuts fondamentaux, la nouvelle entité, cette communauté, a un nouveau rôle également puisqu'il y a un vote à l'affirmative de l'organisation pour pouvoir réformer de cette manière.

Autre chose par rapport aux statuts. Nous avons maintenant une organisation qui est chargée de manière très spécifique de l'entretien, du maintien, des fonctions IANA. Ces fonctions sont donc menées par un département au sein de l'ICANN jusqu'à maintenant, mais maintenant il existe une nouvelle organisation, le PTI, l'IANA post-transition, après transition, qui a été créée. Et selon la loi de Californie, elle est chargée des fonctions critiques de maintien de la racine.

En dehors de cette organisation, nous avons également un conseil ou plutôt un comité de clients. Un comité qui s'occupe de la supervision du niveau de service de manière à ce que ces services soient bien effectués. Donc ce comité permanent de clients s'occupe de ceci.

Donc voilà les principaux changements au niveau organique, au niveau des statuts, de l'organisation en elle-même.

Pour ce qui est des utilisateurs finaux, la transition doit toujours être transparente. L'Internet n'est pas terminé comme certains l'ont dit aux États-Unis parmi les législateurs. Donc l'Internet continue de fonctionner. L'objectif, je crois, a été atteint. C'est quelque chose qui donc a eu lieu, qui a pu se passer, grâce au travail sans relâche effectué par un nombre incalculable de bénévoles, avec un nombre incalculable d'heures qui ont été dévouées à ce travail, des milliers d'e-mails. Il y a également beaucoup d'argent qui a été dépensé pour atteindre l'objectif.

Donc ceci étant, j'ai terminé ce que je souhaitais dire. Je vous donne maintenant la parole pour vos questions.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup, Leon.

Alors, je ne sais pas s'il y a des questions. N'hésitez pas à lever la main. S'il y a des commentaires également. Je vois qu'Alejandro souhaite prendre la parole, donc Alejandro allez-y.

ALEJANDRO PISANTY : Bonjour à tous, est-ce que vous m'entendez bien ?

HUMBERTO CARRASCO : Oui. Nous vous entendons bien.

ALEJANDRO PISANTY :

Alors donc, Leon, je voulais vous poser une question.

Par rapport aux amendements des statuts de l'ICANN, que pensez-vous, qu'est-ce que vous pouvez voir en ce qui concerne les activités qui sont nécessaires de la part de différentes parties prenantes, mais en particulier des parties prenantes de notre région, donc de LACRALO ?

Deuxièmement, y a-t-il des choses majeures, de grande ampleur, que les participants auraient pu faire différemment, devraient faire différemment ?

Troisièmement, pensez-vous qu'il y a eu un processus de révision par rapport à tout ce travail ?

LEON SANCHEZ :

Merci beaucoup, Alejandro.

Alors, pour la question sur les statuts, il n'y a rien que je puisse identifier au niveau des RALOs. Les statuts comportent certains éléments importants, certes, mais en ce qui concerne la communauté [inaudible], mais lorsque les amendements ont été créés, étant donné la manière dont ils fonctionnent, je ne vois pas trop en quoi cela va avoir un impact. Je ne pense pas qu'il y aura de changement sur notre travail, sur la façon dont nous allons travailler au jour le jour. L'entité qui a été créée pour superviser certaines des actions du Conseil d'administration n'agira que s'il y a des procédures qui sont lancées par les SO et les AC ; si elle voit par exemple qu'une décision a été prise. Donc cette entité va uniquement agir dans des circonstances en fait assez extraordinaires. Il serait donc en fait souhaitable que cette entité soit silencieuse et n'agisse que si une SO ou un AC lance une procédure. Si jamais cette

entité donc est réveillée pour ainsi dire, étant donné que les statuts ont été modifiés, donc il faut agir. À ce moment-là, cela voudra dire qu'il y a un problème et donc cette entité va remédier, va agir de manière à solutionner le problème.

Alors il y a plusieurs situations dans lesquelles cette entité pourra effectivement agir, mais ce sera exceptionnel. Et il est en fait souhaitable qu'il n'y ait pas d'actions qui soient engagées régulièrement. L'idée c'est de continuer sur la voie dans laquelle nous travaillons actuellement.

ALEJANDRO PISANTY :

Attendez. Je voulais quand même préciser par rapport à l'accord avec le gouvernement des États-Unis, donc, il y a quand même des choses qui sont arrivées à échéance. Pour ce qui est de la révision, par exemple, institutionnelle, secteur par secteur. L'affirmation d'engagement, ce qui est obligatoire dans le cadre des statuts, ceci est de nature différente. Donc il faut réaligner tout ceci. À mon avis, c'est une des applications. Donc est-ce que vous pouvez clarifier là-dessus ? Et avant de passer à la deuxième question, est-ce que vous pouvez parler des informations et des choses qui ont changé ?

TERRI AGNEW :

La ligne de Leon s'est déconnectée. On essaie de le rejoindre.

HUMBERTO CARRASCO :

On est en train d'attendre est-ce que Leon pourra se connecter.

LEON SANCHEZ : Est-ce que vous m'entendez ? Je suis trop [inaudible]. Je m'excuse, mais j'ai été déconnecté. Vous étiez en train de parler des modifications au niveau de l'Affirmation d'engagement, c'est ça ? C'est la déclaration d'engagement ?

ALEJANDRO PISANTY : Oui. Je parlais de l'échéance de cette manifestation, et de ce que cette échéance va donner.

LEON SANCHEZ : Bien. Cette manifestation n'existera plus. Mais même si les manifestations d'intérêt ne seront plus [à vide], dans les statuts constitutifs, il y a une partie qui aborde les différentes révisions institutionnelles de l'ICANN et qui comprend les manifestations d'intérêt. Vous vous souviendrez que les révisions de l'ICANN prévoient qu'en vertu de cet engagement de l'ICANN, les manifestations sont maintenant incluses dans les statuts constitutifs. C'est-à-dire que dans les statuts constitutifs, on a maintenant cette obligation, pour l'ICANN, de réaliser des révisions périodiques afin de continuer, de renforcer la performance de l'ICANN.

En ce moment, nous sommes en train d'attendre, surtout pour la réalisation des révisions, parce qu'en raison de cette modification des statuts constitutifs, on a également vu des modifications structurelles au niveau des rapports. Donc cela aura un impact sur l'ensemble du fonctionnement de l'organisation, et on ne pourrait pas réviser son fonctionnement jusqu'à ce qu'il soit mis en place. Donc l'idée est de

réviser comment on compte aborder ces deux questions, et par la suite, réaliser les révisions.

HUMBERTO CARRASCO : Merci, Leon.

ALEJANDRO P[ISANTY : J'ai deux autres questions.

HUMBERTO CARRASCO : Leon, est-ce que vous pourriez s'il vous plait chercher les deux questions d'Alejandro sur le chat avant qu'on puisse continuer ?

LEON SANCHEZ : Je pense avoir répondu à toutes les questions. J'ai déjà expliqué ce qu'implique cette échéance des manifestations d'intérêt dans le cadre de la révision. J'ai expliqué les modifications aux statuts constitutifs. Quelle était l'autre question ? Je pense qu'il ne manque rien.

HUMBERTO CARRASCO : Oui. Mais je pense qu'une des questions portait sur les différentes alternatives que vous aurez considérées et la distinction entre ce qui est à venir et ce que l'on a à l'heure actuelle.

Alejandro, est-ce que vous pourriez expliquer un peu plus vos questions ?

ALEJANDRO PISANTY :

Oui. Je demande quelles étaient les influences et les implications de cela pour notre région et pour LACRALO, surtout comment cela pourrait nous permettre d'être plus actifs au sein de la communauté maintenant qu'on n'a plus la manifestation d'intérêt. Je pense que l'effet de cela pourrait avoir un impact au niveau des rapports avec les gouvernements qui doivent se mettre à jour avec ce qui se passe et le comprendre.

Donc il a été observé au niveau général que l'une des principales applications à partir de cette échéance des manifestations d'intérêt est le fait que le rôle du gouvernement des États-Unis n'existe plus à partir de la transition, de ce transfert du rôle de supervision, et donc nous, en tant que membres de LACRALO, allons participer aux processus de prise de décision, aux consultations publiques, etc.

Donc nous allons le faire dans nos propres pays, et par conséquent, nous tenons à souligner le fait qu'il faut maintenant que l'on gère et que l'on administre notre fonctionnement mondial sans qu'il n'y ait d'asymétrie concernant la participation des gouvernements. Donc on voudrait que ce soit plus équilibré.

Et moi, ce qui m'inquiète, c'est le fait que l'on soit prêt à changer la manière dont nous agissons au sein de LACRALO. Et donc je pense qu'il faudrait essayer de trouver un moyen qui nous permette à nous, membres de LACRALO, de pouvoir participer à ce nouveau mécanisme qui est mis en œuvre à partir de la transition. Qu'en pensez-vous, Leon ? Comment pourrions-nous profiter de cela à LACRALO ?

HUMBERTO CARRASCO : Je ne sais pas si Leon est toujours connecté ou pas. Vous m'entendez, Leon ? Je pense qu'il a été déconnecté. Est-ce que vous pourriez me le confirmer, le personnel ?

CARLOS VERA : J'ai une question.

SILVIA VIVANCO : Leon était déconnecté.

LEON SANCHEZ : Je suis de retour, mais je n'ai pas une bonne connexion et je m'en excuse.

HUMBERTO CARRASCO : Je voudrais que vous répondiez rapidement, Leon. Je ne sais pas si Leon pourrait résumer un peu parce qu'on prend déjà du retard par rapport à notre ordre du jour.

LEON SANCHEZ : J'ai une connexion qui n'est pas très stable, et je sais qu'on consacre beaucoup de temps à cette question. Donc si vous voulez m'envoyer les questions, je m'occuperai d'y répondre à travers la liste de diffusion. D'accord ? Je vais répondre à toutes les questions, surtout celles qui concernent LACRALO. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup, Leon.

ALEJANDRO PISANTY : Humberto attendez. Carlos Vera avait demandé la parole.

HUMBERTO CARRASCO : Oui. Bien sûr. Allez-y. Nous allons entendre la question de Carlos Vera et Leon va y répondre par écrit.

CARLOS VERA : Merci. Je voudrais demander à Leon, et ce serait bien d'organiser une autre question pour discuter de cette question, mais vous savez qu'au sein de notre groupe de travail nous avons échangé avec le médiateur et je ne sais pas si cela a été défini dans la structure ou pas, et si le médiateur est inclus ou pas dans la nouvelle structure, mais je voudrais savoir quelles seraient les nouvelles responsabilités de LACRALO, si LACRALO, bien sûr, avait d'autres responsabilités. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Merci, Carlos. Leon, j'espère que vous avez pris note des questions afin de pouvoir y répondre. Bien sûr, on pourrait tenir une autre réunion concernant cette question. Donc il est possible que l'on organise une autre question, bien sûr. Merci, Leon, et je voudrais passer maintenant à mon rapport si possible avant de passer à la présentation sur l'industrie du DNS en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il s'agissait d'une présentation de Daniel et de Rodrigo de la Parra et je pense qu'ils ne sont pas là. Donc je vais continuer avec ce dont j'étais en train de parler, à savoir, le processus de médiation.

Vous savez que le rapport final est en train d'être traduit, et vous serez notifiés de la publication de ce rapport d'ici peu. Il sera présenté lors d'une conférence qui aura lieu en Inde. Donc nous allons tenir une réunion en personne, une réunion présentielle, qui coordonnera le travail des membres de l'ALAC avec nous et avec les membres de notre région. Et l'une des questions que nous allons discuter –

[Pardon, on n'entend pas Humberto correctement dit l'interprète d'espagnol, elle s'excuse — elle reprend].

Donc il y aura une réunion en Inde pour discuter de cette question. Et donc, si vous êtes intéressés par cette question, vous pourriez nous demander de participer. Est-ce que vous m'entendez mieux ?

SILVIA VIVANCO : Oui, Humberto.

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que vous m'entendez mieux ?

MARITZA AGUERO : Oui, Humberto. Ça va mieux.

HUMBERTO CARRASCO : Bien. Donc, passons maintenant au CROPP. Il y a un lien sur le chat qui a été partagé à ce sujet.

Donc si vous comptez assister à la réunion du Mexique ou si vous allez participer à la 57e réunion publique de l'ICANN, vous pouvez demander

de participer à cette réunion du Mexique lors de la réunion de l'Inde, d'Hyderabad. Silvia sera chargée des participants, donc vous pouvez aller la voir pour lui demander de vous inscrire.

ALAC est en train de travailler sur un projet de HTLD, comme vous savez, et hier, Carlos Gutierrez a envoyé un mail disant qu'il n'était pas d'accord avec cette déclaration concernant le soutien du groupe de cette déclaration. Donc puisque l'ensemble du groupe n'est pas d'accord, je vais lui donner la parole brièvement et par la suite nous allons discuter de cela, nous allons voir s'il y a d'autres commentaires pour vérifier si l'on a le consensus ou pas. Autrement, il va falloir que l'on programme un autre appel spécifique pour savoir si nous comptons soutenir cette déclaration ou pas.

Donc je vous donne la parole, Alejandro Pisanty. Vous avez la parole.

ALEJANDRO PISANTY :

Merci, Humberto. Je prendrai deux minutes. Vous savez que ces derniers jours, Carlos Gutierrez a présenté beaucoup de commentaires, et je pense qu'il faudrait que l'on soit prudent et que l'on prolonge la période de discussion plutôt que de décider tout de suite pour voir s'il est possible d'atteindre le consensus ou pas, plutôt que de nous manifester pour une déclaration qui n'est pas satisfaisante pour tous.

HUMBERTO CARRASCO :

Merci, Alejandro. Je pense que votre idée est très intéressante. Et il me semble qu'il s'avèrerait convenable de prolonger cette période de discussion de 10 jours, et cette période devrait être suffisante pour que

l'on continue de discuter de cette question. Si vous êtes d'accord, nous allons donc prolonger la période de 10 jours de plus.

Alejandro, je voudrais vous demander si vous voulez reprendre la parole puisque vous levez toujours la main.

ALEJANDRO PISANTY : Non. Pardon. J'ai oublié de baisser la main.

SILVIA VIVANCO : Si vous me permettez, Humberto, j'ai une question.

HUMBERTO CARRASCO : Oui, allez-y Silvia.

SILVIA VIVANCO : Je voudrais préciser le processus. Nous avons déjà un document sur LACTLD, en anglais et en espagnol, et la communauté a maintenant la possibilité de faire des commentaires concernant ce document. Et l'idée est de pouvoir atteindre le consensus d'ici 10 jours, c'est bien cela ? C'est ça la procédure, Humberto ?

HUMBERTO CARRASCO : Oui, c'est correct. On a déjà reçu des commentaires de Carlos Gutierrez qui nous a envoyé un mail très intéressant hier oui présenter ses arguments disant qu'il n'était pas d'accord avec cette déclaration. Donc l'idée est de pouvoir essayer de construire ce consensus. Alejandro Pisanty, vous avez la parole.

ALEJANDRO PISANTY : Oui. Je serai bref. Et je reprends : nous n'allons pas pouvoir atteindre un consensus qui n'existe pas au sujet de cette déclaration telle qu'elle est, mais la révision de la déclaration ne serait pas [insuffisante]. Donc normalement, je proposerai que l'on utilise tout notre temps pour réviser une déclaration qui est finie, mais cette fois-ci qu'il faudra que l'on crée un nouveau texte pour discuter des différents aspects et essayer de voir s'il est possible d'atteindre le consensus, ou des points de consensus là-dessus, en tout cas, parce que nous avons différentes opinions. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Merci, Alejandro. Je voudrais à ce point-là proposer à ce que Carlos Gutierrez travaille sur une version préliminaire où il pourrait présenter son opinion, son avis.

CARLOS GUTIERREZ : Je ne suis pas sûr d'avoir compris ce que vous avez dit. Est-ce que vous pourriez reprendre ?

HUMBERTO CARRASCO : Avant de répondre, je voudrais savoir quel est le commentaire d'Alejandro. Alejandro Pisanty, vous avez la parole.

ALEJANDRO PISANTY : Non. C'était une vieille main. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Alors, Carlos, vous avez fait des remarques très intéressantes en vertu desquelles vous n'êtes pas 100 % d'accord avec la déclaration qui a été proposée. Vu que vous connaissez bien la question, on se dit que vous devriez peut-être proposer une déclaration préliminaire pour cette question.

CARLOS GUTIERREZ : Moi, ce qui m'inquiète, c'est le fait que le processus de discussion n'a pas été clair. Il a été long. Il a été gênant. Et il y a eu plusieurs processus de discussion concernant la délégation au premier niveau pour ceux qui ne sont pas déjà protégés et pour les pays, et je pense que ce document ne précise pas clairement quelle est la partie avec laquelle on n'est pas d'accord. Donc je pense qu'il faudrait que l'on soit prudents et que l'on soit plus spécifiques.

En ce moment, il est presque impossible de résumer dans quelques minutes ce qui a été discuté jusqu'à présent. Donc avant d'adopter un document qui est long et déroutant, je pense qu'il faudrait que tout le monde lise ce qui a été élaboré et que l'on pourrait pouvoir identifier quels sont les documents – les points avec lesquels nous ne sommes pas d'accord. Je ne sais pas s'il y a des pays auxquels les gouvernements aient accepté cette déclaration, ou quelles ont été les conditions pour accepter cette délégation au deuxième niveau.

Avant que LACRALO n'adopte une position consensuelle, je pense qu'il faudrait que l'on sache clairement si notre gouvernement a donné une opinion avec laquelle on n'est pas d'accord, ou s'il y a des gouvernements qui ne se sont pas exprimés là-dessus.

Donc je pense que l'avis des différents gouvernements est important pour voir qui saura bénéficier par cette modification pour les utilisateurs finaux, par cette délégation des utilisateurs finaux. Et je pense que l'on ne devrait pas utiliser notre position pour décider de questions qui concernent les codes de pays.

HUMBERTO CARRASCO : Merci, Carlos. Je vais maintenant donner la parole à Maritza.

MARITZA AGUERO : Merci, Humberto. Je voudrais préciser un peu la question.

Les commentaires de Carlos qu'il a envoyés par mail seront consolidés et je les publierai sur le wiki afin qu'ils soient dans l'ordre. Et au moment de créer un document, il sera possible pour tous ceux qui veulent contribuer d'avoir l'ensemble des commentaires en un seul document pour pouvoir bien suivre la discussion. Donc, si vous voulez faire des commentaires, veuillez les publier sur le wiki. Et s'il y a trop de commentaires à faire, envoyez-les-moi pour que je les publie ; comme ça, ça sera plus simple. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Merci. Alberto Soto, vous avez la parole.

ALBERTO SOTO : Je serai bref, encore une fois. Invitez Olga Cavalli s'il vous plait ; elle a travaillé sur cette question au sein du GAC. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Très bien. Nous allons prendre note de cette suggestion, Alberto. Et encore une fois, nous allons prolonger la discussion sur cette question de 10 jours, et par la suite nous allons réviser ce qui a été échangé.

Maritza, je voudrais vous demander de prendre en charge deux questions, d'une part de faire la liaison avec le groupe de travail puisque vous le faites très bien. Oui, Maritza, vous avez la parole.

MARITZA AGUERO : Merci. Sur le chat je viens de partager le lien du sondage du questionnaire qu'il faut remplir avant le 21 octobre. Il s'agit d'un questionnaire concernant la révision d'At-Large [inaudible] Rodrigo et Daniel pour maintenant faire leur présentation. Mais à ce sujet, je voudrais dire que le groupe de travail tiendra demain un appel de coordination. Donc 18 octobre à 23 heures UTC, et le 20 octobre, c'est-à-dire jeudi à la même heure, à 23 heures UTC, nous allons tenir un deuxième appel qui est censé compter la participation de Carolina Aguerre qui s'est portée volontaire pour travailler avec le groupe de travail afin de pouvoir éclaircir la question.

Si vous voulez participer à cet appel, vous pouvez le faire. C'est tout ce que j'avais à dire. Merci à Humberto.

HUMBERTO CARRASCO : Malheureusement, il faut que je quitte l'appel parce que je suis autrement engagé. Donc je vais donner la parole à Maritza qui présidera la réunion. Merci beaucoup à tous et je m'excuse de devoir partir. Maritza, vous avez la parole.

MARITZA AGUERO : Merci, Humberto. Nous allons maintenant donner la parole à Rodrigo de la Parra et à Daniel Fink, qui vont nous faire leur présentation concernant le marché du DNS en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Rodrigo et Daniel, vous avez la parole.

RODRIGO DE LA PARRA : Merci. Maritza, est-ce que vous m'entendez ?

Donc je ferai une présentation brève de l'origine de ce travail, et Daniel Fink va par la suite présenter les détails de cette étude.

Vous vous souviendrez sans doute que l'un des piliers de la stratégie régionale qui a été décidée par la communauté pour la région était justement d'agir afin de pouvoir mieux développer cette industrie, ce secteur ou ce marché du DNS en la région.

Vous savez que nous avons pris un nombre de mesures, et qu'ici nous nous sommes rendu compte qu'en Amérique latine, les parties prenantes et les organisations n'étaient pas celles qui avaient le plus développé leur potentiel. Donc on a demandé une étude similaire à celle qui a été réalisée au Moyen-Orient et qui a été préparée par un ensemble d'organisations qui ont travaillé ensemble au sein de la communauté de l'ICANN pour pouvoir mener à bien cette étude. Des organisations avaient la capacité, en termes quantitatifs, et dans le cas de LACTLD, ils ont travaillé avec Carolina Aguerre qui a continué à participer à cette initiative même si elle a quitté l'organisation.

Malheureusement, elle n'est pas là pour présenter cette étude elle-même, mais nous sommes là à sa place.

Avant de donner la parole à Daniel pour qu'il nous explique quels ont été les résultats, je voudrais vous inviter tous à participer à la consultation publique qui est ouverte. Cette étude est déjà publiée depuis quelques semaines et il est toujours possible de faire vos remarques, vos commentaires. Et à partir de ces commentaires, on pourra sans doute ajouter des améliorations, apporter des améliorations à ce document, ou peut-être résoudre vos inquiétudes et répondre à vos questions.

MARITZA AGUERO : Je vous remercie et je voudrais maintenant donner la parole à Daniel pour qu'il puisse s'occuper de la partie des questions.

DANIEL FINK : Merci, Rodrigo.

RODRIGO DE LA PARRA : Allez-y, Daniel.

DANIEL FINK : Merci, Maritza et Rodrigo. J'espère que vous m'entendez bien.

Ma présentation sera très brève. Ce n'est qu'un aperçu récapitulatif de l'étude. Et j'espère que vous pourrez discuter de cela avec Carolina qui a été très active pour l'élaboration de cette étude.

Comme Rodrigo l'a dit, on a créé ce groupe d'organisations qui se sont organisées ensemble avec LACTLD, avec InterConnect Communications, et avec EURid pour mener à bien cette étude.

Dans cette présentation, nous avons certaines diapos détaillées. Je ne suis pas sûr que vous les voyiez correctement. Je ne sais pas si toutes les données s'affichent bien, mais peut-être que vous pourrez partager le lien, Terri, avec le groupe, si possible.

Parfait. Donc la présentation est là.

Les objectifs et la méthodologie de l'étude donc ont été composés de trois phases, donc les faits, l'analyse et les conclusions.

Les faits, donc l'état actuel de l'industrie des noms de domaine dans la région LAC.

Le contenu Web régional, tendance de croissance. Marché de revendeurs et de bureaux d'enregistrement, ainsi que les benchmarks mondiaux, expérience de l'utilisateur, reprise de domaines et domaines de haut niveau. Ensuite- donc je pense que ceci nous donne une petite idée de ce qui va se passer à l'avenir, en termes de développement, dans notre industrie.

Étant donné que la région est assez large, et qu'elle est composée de beaucoup de pays, nous nous sommes – nous avons décidé de nous focaliser sur certains pays. Nous avons donc utilisé des sous-régions et nous pensons que ceci représente un bon échantillon de nos pays.

Alors, en ce qui concerne la méthodologie et les sources, les analyses ont utilisé des données quantitatives des enregistrements de noms de

domaine, IDN, croissance au cours des cinq années passées. Ils ont également considéré l'utilisation des enregistrements fiduciaires et d'anonymisation, le contenu et les analyses des hôtes.

Données qualitatives, donc entretiens avec des acteurs dans la région, des parties prenantes clés, des demandes WHOIS et d'autres demandes de LACTLD, donc, qui ont été très importantes pour cette étude, donc ces données.

En ce qui concerne le processus, nous avons analysé les fichiers. Nous en parlerons donc tout à l'heure un petit peu plus.

En ce qui concerne les conclusions qui ont été découvertes, cela nous donne un peu une analyse générale de l'Internet dans la région. Nous avons des taux de pénétration qui sont différents suivant les cas. Nous avons également une analyse sur la large bande mobile, les réglementations.

Nous avons également d'autres informations dans le rapport. Ce qui est intéressant, c'est que notre région est en fait très jeune. Les utilisateurs de l'Internet en eux-mêmes sont jeunes. Donc vous voyez qu'en majeure partie, les utilisateurs de l'Internet ont entre 15 et 30 ans. Ça, c'est intéressant. Donc l'utilisation du WhatsApp, de Facebook, tout ceci, par exemple des messageries instantanées est assez importante donc au Brésil. Au Mexique, ce sont plutôt les réseaux sociaux. Donc les services Internet sont particuliers.

En ce qui concerne le commerce électronique, tout ce qui est Big Data est assez important. Nous avons 67 % des utilisateurs de l'Internet qui ont accès à des sites de commerce électronique, donc ils font des

échanges en ligne. Mais 2 % du commerce en lui-même est un commerce électronique. Donc il y a des potentiels de croissance dans ce domaine. Il y a des questions d'accès, de paiement, et de problèmes d'information. Tout ceci donc crée cette croissance.

On va maintenant parler de l'industrie des noms de domaine. Nous avons fait une analyse sur le type de nouvelles applications gTLD dans la région. Les opérateurs ccTLD sont fournisseurs pour certaines des nouvelles applications. Il y a un certain nombre également de marques dans la région. Nous parlons également des opérateurs de ccTLD qui existent dans la région. Pour la plupart d'entre nous, ils sont opérés par des gouvernements, des universités ou des entités privées. Pour certains, ils sont mixtes. Donc nous avons un modèle multipartite. Pour certains, ils externalisent leurs opérations à d'autres opérateurs ; donc cela concerne la moitié d'entre eux, et l'autre moitié exploite leurs systèmes dans leur intégrité. Plus de 70 % des opérateurs de ccTLD comptent sur les frais d'enregistrement de domaines et n'ont pas d'autres moyens. Ils n'ont pas d'autres revenus. Ça nous dit quelque chose sur le type de système d'enregistrement, sur l'interaction qu'ils ont avec les bureaux d'enregistrement. Et il y a également leur interaction au niveau mondial : leur langue, avec qui ils communiquent, comment ils communiquent.

Ensuite le type de politiques et d'activités promotionnelles, nous avons également des chapitres qui parlent de certains facteurs [inaudible] quels sont les domaines — quels sont en fait les domaines de haut niveau, les domaines premium qui sont proposés dans la région. Il y a également un manque de connaissance d'une manière générale. Nous avons certains exemples : le .rio qui propose des noms de haut niveau, il

y a le copacabana.rio, le .bar, et le .rest. Au Mexique, également, il y a certaines propositions de valeur sur ces noms.

Nous avons également une analyse sur les bureaux d'enregistrement, pardon. Nous avons organisé des entretiens avec 18 bureaux d'enregistrement internationaux. Le rapport — et nombre de bureaux d'enregistrement auprès de l'ICANN, et ce nombre diminue depuis la version de 2013 du RAA. Avec ce nouvel accord, nous avons commencé à perdre des bureaux d'enregistrement. Beaucoup de ces bureaux sont maintenant revendeurs.

Donc voilà une petite carte qui vous donne un aperçu rapide des noms de domaine dans la région. Le nombre de noms de domaine en couleur, et un certain nombre de données qui sont détaillées dans le rapport, donc pratiquement 13 millions de domaines, 8 millions de ccTLDs, 4,5 millions de gTLDs. Nous avons donc 4 % des parts de marché dans le monde, et pratiquement 10 % de la population mondiale.

Alors voilà un petit peu certaines différences entre les nombreux dans les pays. Dans certains pays, les ccTLD ont la part de marché la plus élevée, et, dans certains autres pays, les gTLDs sont plus courants. Le .com comme gTLD est de toute évidence le plus populaire. Pour les nouveaux, nous suivons les tendances mondiales où le xyz est le plus plébiscité.

Alors ensuite pour les nouveaux enregistrements de gTLD par pays, [inaudible] ce qui est mentionné dans le chat, donc il y a le Panama, les Iles caïman qui sont un petit peu différents des autres dans ce domaine.

Alors voilà les gTLD par pays. Vous voyez qu'en bleu clair, c'est la part de marché du .com. il y a certaines différences en ce qui concerne la popularité des nouveaux gTLD dans les différents pays. Par exemple .[sot] est très plébiscité à Belize, mais le .work l'est en République dominicaine, etc.

Alors voici un petit peu les tendances des gTLD et les taux de croissance dans la région. Vous voyez les deux derniers points, entre 2015 et 2016, il y a eu des choses intéressantes qui se sont passées. Nous avons des données qui nous sont venues de deux sources différentes, et peut-être que cette croissance n'est pas exacte, n'est pas entièrement juste, mais il y a une croissance positive d'une manière générale dans toute la région.

Alors les ccTLDs, les taux de croissance, donc la croissance c'est donc la partie Argentine. Il y a l'enregistrement. Donc là c'est tout ce qui a rapport à la qualité de service et au prix. Ceci est bien décrit dans le rapport.

Ensuite, enregistrement d'anonymisation et enregistrement fiduciaire. Par exemple, dans les îles Caïmans où ils ont beaucoup d'enregistrement fiduciaire, ou à Panama où 97 % des noms de domaines sont également un enregistrement fiduciaire, cela veut dire que d'autres choses doivent être prises en considération. Mais ils font partie de notre région, donc ils ont un impact sur les chiffres.

Alors les sites de parking. Voilà. Je passe là-dessus.

Alors les pays hôtes. Donc [inaudible] un petit peu de ce qui se passe dans ces pays. Cela nous montre, en fait, il y a certains pays qui sont

plus compétitifs que notre région à ce niveau-là. On pourrait peut-être inverser la tendance et voir si on peut recommander davantage de travail dans ce domaine.

Ensuite, analyses au niveau des langues. 60 % de notre Web est en anglais. Bien sûr que cela varie suivant le pays. Au Brésil, la deuxième barre à gauche, vous avez en vert le portugais. En rouge, vous avez l'espagnol. Donc ceci [inaudible] la langue parlée dans le pays, mais, là, c'est les gTLDs. D'accord ? Donc beaucoup de contenu quand même en anglais.

Ensuite des informations sur le [inaudible]. Alors je m'excuse un instant. Je suis à l'aéroport et mon vol va bientôt partir, donc je dois écouter un petit peu ma présentation, mais si vous avez des questions, on peut toujours d'y répondre. Par contre, je n'aurais pas énormément de temps pour le faire. Mais je vais quand même passer à la conclusion.

Nous avons beaucoup de difficultés au niveau de la demande pour cette étude. On n'a pas tellement eu d'offres. Donc au niveau de l'offre, on avait déjà des analyses qui considéraient la population par exemple, et les disponibilités dans la région.

Le rapport parle des différents canaux, des différents secteurs. On a vu qu'il est nécessaire d'améliorer le [inaudible] en ligne, que les politiques d'enregistrement doivent être ouvertes et simples. Voilà. Donc je vais m'arrêter là pour que vous me fassiez vos commentaires. Je voudrais savoir si vous en avez.

Le rapport est compréhensif, très exhaustif. Et cette question devrait peut-être plutôt être discutée en partie. Merci.

CARLOS GUTIERREZ : Je voudrais dire que nous sommes en train de créer un groupe de travail qui est censé discuter de ce rapport pour pouvoir le discuter du point de vue de LACRALO et du point de vue de l'ALAC. Donc nous avons formé notre groupe, intégré à un groupe de travail de la GNSO. La GNSO a plusieurs groupes en Amérique latine. Et nous allons partager un appel avec ce groupe-là. Donc je voudrais inviter tous ceux qui sont intéressés par cette question à me contacter, à rejoindre la liste de discussion de notre groupe de travail parce que je suis sûr qu'ils pourront ajouter de bons commentaires.

MARITZA AGUERO : Merci, Carlos. Alejandro Pisanty lève la main, donc Alejandro, vous avez la parole.

Est-ce que vous m'entendez, Alejandro ? Bien. Merci Carlos. Alejandro, vous avez la parole.

ALEJANDRO PISANTY : Oui. Pardon. Je voudrais adhérer à ce que vient de dire Carlos et je pense que la plupart des conclusions sont une conséquence des problèmes que nous avons avec Internet dans la région. Donc il faut que l'on fasse attention aux détails sur les Caraïbes, surtout parce qu'on voit qu'il y a défaut, une défaillance dans cette région, parce que les opérateurs de télécommunications ont un monopole des services. Donc il faut que l'on soutienne les modifications qui doivent être ajoutées et il faut qu'on adapte le système à cette région. C'est pourquoi Carlos parlait hier du manque de disponibilité par exemple.

Et puis, finalement, au sujet du groupe de travail, je pense que tous les participants de LACRALO devraient définir quel est l'intérêt qu'ils ont à cette question. Ce rapport montre donc des résultats souhaitables d'une partie, et d'autres résultats qui ne sont pas souhaitables sont également conclus dans cette étude. Donc je pense qu'on devrait faire attention à ces résultats, qu'ils soient souhaitables ou pas, parce qu'il y a des implications au niveau de la sécurité nationale, de la sécurité informatique. Et il faudrait que l'on attire l'attention des gouvernements qui d'une part n'ont pas d'informations, et qui d'autre part ne soutiennent pas les personnes qui veulent réaliser des études. Merci.

MARITZA AGUERO : Merci, Alejandro. Vous levez toujours la main, est-ce une nouvelle main, ou vous avez oublié de la baisser ?

ALEJANDRO PISANTY : Non. C'est une vieille main.

MARITZA AGUERO : Merci. Y a-t-il d'autres commentaires pour conclure ce point de l'ordre du jour ? Il ne nous reste que quelques minutes avant la fin de l'appel. Très bien.

On a une question sur le chat, je pense. Y a-t-il des conclusions concernant les disputes de cyber squattage des gTLDs dans la région ? Je ne sais pas si Daniel ou Rodrigo voudraient répondre à cette question de Blaise.

RODRIGO DE LA PARRA : Est-ce que vous pourriez peut-être expliquer un peu mieux la question, Maritza ?

MARITZA AGUERO : Est-ce que vous voulez que je la lise en anglais ?

RODRIGO DE LA PARRA : Est-ce qu'elle est en anglais ?

MARITZA AGUERO : Non. On demande s'il y a des résultats ou des conclusions concernant les disputes de cyber squattage de gTLDs dans la région.

RODRIGO DE LA PARRA : Je ne sais pas s'il y a un problème avec ma connexion. On parle de gTLDs, mais je ne comprends pas très bien quel est le problème. Je ne vous entends pas très bien. Je pense que c'est un problème de ma connexion, mais je ne comprends pas quelle est la question.

MARITZA AGUERO : Aucun souci. Je vais la lire en espagnol. Blaise nous demande s'il y a des résultats concernant les disputes liées au cyber squattage de gTLDs dans la région.

RODRIGO DE LA PARRA : Bien. J'ai compris. C'est bon. J'ai compris maintenant.

Pour ce qui est des gTLDs, il est très difficile de savoir parce que l'on soupçonne que la croissance de certaines de ces disputes n'est pas exclusivement dans notre région qui n'a pas nécessairement beaucoup de trafic. Mais ce qu'on voit est que notre étude ne se penche pas vraiment sur cette question au moment.

Donc moment au moment d'enregistrer un nouveau gTLD, on soupçonne que ce problème pourrait exister. Mais ce qui est important pour notre région, et c'est ce qu'on a considéré pour notre étude, surtout en Argentine, est le fait de devoir payer pour l'enregistrement. Donc en Argentine, ils ont considéré la question des frais parce que les gens doivent maintenant payer des frais pour enregistrer un nom de domaine. Et puisque c'est payant, la même personne peut avoir 60 noms de domaine en son propre nom. Mais ces données sont publiques. Donc vous pourrez peut-être les consulter sur Internet, si ça serait utile pour vous.

MARITZA AGUERO : Merci, Rodrigo. Merci, Rodrigo, et merci, Daniel, pour cette présentation.

Carlos Gutierrez levait la main ; est-ce que c'est une nouvelle main, Carlos, parce qu'on est sur le point de conclure l'appel ?

CARLOS GUTIERREZ : Pardon.

MARITZA AGUERO : Silvia ? Serait-il possible de vérifier sur le chat qu'il y a d'autres questions ou commentaires avant que l'on finisse l'appel ? On est presque à l'heure.

SILVIA VIVANCO : Non. Je ne vois plus d'autres commentaires.

MARITZA AGUERO : D'accord. S'il n'y a pas d'autres questions, nous allons continuer nos discussions sur la liste de diffusion, ou vous pouvez participer à l'appel du groupe de travail, demain le 18, à 23 heures UTC, et le 20 octobre, à 23 heures UTC, où il y aura Carolina [Aguerri] qui sera connectée pour discuter de ces questions.

Donc sans tarder, nous allons vous remercier tous. Bonne journée, bonne soirée et au revoir. Merci beaucoup.

TERRI AGNEW : Encore une fois, la réunion est maintenant finie. Merci d'avoir participé et rappelez-vous de déconnecter vos lignes. Ayez une belle fin de journée. Au revoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]